

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement

ARRETE PREFECTORAL

du 4 août 2004

**fixant des prescriptions complémentaires à la société
COMPAGNIE RHENANE DE RAFFINAGE (C.R.R.) à Reichstett
au titre du livre V, titre 1^{er} du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V et le titre II du livre II,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18,
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU le décret n° 98-360 du 6 mai 1998 relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites, modifié par le décret n° 2002-213 du 15 février 2002, et par le décret n° 2003-1085 du 12 novembre 2003,
- VU l'arrêté ministériel du 17 août 1998 relatif aux seuils de recommandations et aux conditions de déclenchement de la procédure d'alerte,
- VU l'arrêté ministériel du 11 juin 2003 relatif aux informations à fournir au public en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils de recommandation ou des seuils d'alerte,
- VU la circulaire du ministère de l'écologie et du développement durable du 6 mai 2004 relative aux procédures d'information et recommandations et d'alerte et aux mesures d'urgence en cas de pics de pollution atmosphérique,
- VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 2004 relatif à l'information des populations en cas d'épisode de pollution atmosphérique par l'ozone, le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote et par les particules en suspension dans l'atmosphère et à la mise en œuvre de premières mesures d'urgence,

- VU l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1998 relatif à la mise en œuvre des mesures d'urgence sur le territoire de l'agglomération strasbourgeoise en cas d'épisode de pollution atmosphérique,
- VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 autorisant la société CRR à exploiter des installations de raffinage sur le site de Reichstett,
- VU le rapport du 15 juin 2004 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du Conseil départemental d'hygiène en date du 6 juillet 2004,

CONSIDÉRANT l'épisode de canicule à caractère régional et transfrontalier connu par le département du Bas-Rhin durant l'été 2003, doublé par un épisode de pollution exceptionnelle par l'ozone qui s'est traduit par des records de pollution en valeurs atteintes et en nombre de jours de dépassements des seuils de recommandation et d'information et d'alerte,

CONSIDÉRANT que ces épisodes de pollution par l'ozone sont générés par des émissions de polluants primaires dits « précurseurs de l'ozone », les composés organiques volatils (COV) et les oxydes d'azote (NOx), qui sont émis majoritairement par les sources mobiles (notamment transports routiers) et par les sources industrielles,

CONSIDÉRANT que la société Compagnie rhénane de raffinage (CRR) est le premier émetteur de NOx (plus de 1 000 tonnes en 2003) et le troisième émetteur de COV (plus de 450 tonnes en 2003) dans le département du Bas-Rhin,

APRÈS communication à la société CRR du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 - CHAMP D'APPLICATION

La Compagnie rhénane de raffinage (CRR), ci-après désignée par : « l'exploitant », dont l'adresse est à Reichstett, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

Article n°2 - Mise en oeuvre de mesures d'urgence

Le présent arrêté a pour objet la **mise en œuvre de mesures d'urgence temporaires par l'exploitant en cas d'épisode de pollution par l'ozone (O₃)**. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la procédure définie dans l'arrêté du 9 juin 2004 relatif à l'information des populations en cas d'épisode de pollution atmosphérique par l'ozone, le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote et par les particules en suspension dans l'atmosphère et à la mise en œuvre de premières mesures d'urgence.

Article n°2 - Critère de mise en œuvre des mesures d'urgence

Les mesures d'urgence temporaires définies à l'article 3 du présent arrêté sont mise en œuvre **en cas d'atteinte du 1^{er} seuil d'alerte pour l'ozone dans le département du Bas-Rhin** :

⇒ soit **180 µg/m³ d'ozone** en moyenne horaire dépassé (constat) et existence d'une forte probabilité que le seuil **240 µg/m³ d'ozone** en moyenne horaire dépassé pendant 3 heures consécutives le lendemain (prévision),

⇒ soit **240 µg/m³ d'ozone** en moyenne horaire dépassé pendant 3 heures consécutives atteint (constat).

Les mesures d'urgences sont mises en œuvre sur information officielle de début d'alerte dans le département du Bas-Rhin, relayée par l'ASPA à travers l'émission d'un communiqué spécifique conformément à l'arrêté relatif à la mise en œuvre des mesures d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Strasbourg en cas d'épisode de pollution atmosphérique. Lorsque les mesures d'urgence sont déclenchées, la mise en application des consignes de réduction des émissions est déclenchée immédiatement.

La procédure d'alerte est levée, quel que soit le niveau de concentration du polluant, sur information officielle de fin d'alerte relayée par l'ASPA, basée sur une prévision d'absence de risque de dépassement sur l'ensemble du secteur géographique concerné dans les **48 heures** qui suivent l'heure de cette prévision.

Article n°3 - Définition des mesures d'urgence

Les mesures d'urgence mises en œuvre par l'exploitant ont pour objet **la réduction temporaire des émissions de composés organiques volatils (COV) et d'oxydes d'azote (NOx)** provenant du fonctionnement des installations. Ces mesures dites de type I, c'est-à-dire **n'affectant pas de manière significative le niveau d'activité du site**, comprennent les dispositions suivantes.

3.1. Réduction temporaire des émissions de composés organiques volatils (COV)

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant s'engage à **mettre en œuvre, au travers d'une procédure écrite et de consignes détaillées, des actions de maîtrise opérationnelle** permettant d'éviter les émissions de COV au-delà du niveau moyen d'émissions (stabilisation de procédé, optimisation de la marche des unités,...) et de supprimer toute activité non-standard ayant un impact sur les émissions de COV lors des épisodes d'ozone. Ce sont notamment :

- * arrêt d'unité avec purge d'équipement ;
- * nettoyage d'équipement ;
- * opération de chargement de camions ou wagons en produits légers sans unité de récupération de vapeurs à l'exception d'opérations inévitables pour des raisons de sécurité ou d'environnement.
- * dégazage torche sous réserve de contrainte de sécurité, etc.

L'exploitant transmet cette procédure écrite et ces consignes détaillées à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai d'un (1) mois après notification du présent arrêté.

3.2. Réduction temporaire des émissions d'oxydes d'azote (NOx)

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant engage une étude de faisabilité et des essais industriels d'application d'additifs « deNOx » au niveau de l'unité FCC (craquage catalytique), avec objectif de mise en œuvre à partir de l'été 2005 d'une réduction d'environ 20 % des rejets de NOx en cas de risque ou de présence d'ozone et de déclenchement de la procédure d'alerte décrite dans l'article 2.

Article n°4 – Bilan

Un bilan environnemental détaillé des actions conduites sera établi chaque année par l'exploitant à l'issue de la période estivale. Il portera un volet quantitatif des émissions évitées et des coûts afférents et sera adressé à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement avant la fin du mois d'octobre de l'année en cours.

Article 3 – PUBLICITÉ

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles les prescriptions ont été prises et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 5 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Article 7 – EXECUTION - AMPLIATION

– Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
– le Sous-Préfet de Strasbourg-Campagne,
– le Maire de Reichstett,
– le Commandant du Groupement de Gendarmerie,
– les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Compagnie rhénane de raffinage.

LE PRÉFET,

Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).